

## **Forum international sur l'efficacité de l'aide au niveau local TERRITOIRES EN RESEAU POUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN**

Instrumentes et pratiques novateurs de la coopération décentralisée

Foligno, 15-16-17 juin 2011

### **Contexte**

La coopération au développement traverse actuellement une phase cruciale de transformation, avec de nouvelles perspectives et de nouveaux défis à relever, parmi lesquels le besoin de conjuguer la mise en œuvre de pratiques et principes novateurs concernant la gestion et l'efficacité de l'aide publique au développement (suivant la direction définie dans la feuille de route de Busan) avec les contraintes liées à la crise économique mondiale.

Tandis que les pays du Nord, fortement touchés par la crise, réduisent les ressources jusqu'ici allouées aux actions de développement, les gouvernements et autres acteurs nationaux de plusieurs pays émergents, bénéficiaires encore récemment de l'aide en question, ont acquis aujourd'hui un rôle nouveau dans le cadre de l'aide publique au développement, s'affirmant progressivement et devenant dans certains cas eux-mêmes des donateurs.

Au cours de la dernière décennie on a assisté à l'évolution progressive et la consolidation d'un phénomène au sein de différents pays, qui constitue incontestablement l'élément principal de nouveauté dans le panorama de la coopération internationale : la croissance continue et dynamique du rôle des territoires en tant que protagonistes des processus de développement local.

Dans le cadre de ce que qui peut être défini comme une « approche territoriale du développement », les autorités locales et les acteurs des territoires ont acquis un rôle d'incidence de plus en plus déterminant dans les processus locaux et globaux et d'intervention dans les enjeux internationaux du développement humain, à travers la coopération décentralisée.

En effet, au cours de ces dix dernières années, la coopération décentralisée a non seulement augmenté sa présence et sa force et a su identifier des objectifs d'« intérêt commun » afin de développer des actions conjointes avec les territoires du Sud, mais a réussi à renforcer et accroître le nombre des interventions, même lorsqu'au niveau national les ressources pour la coopération ont subi des réductions significatives.

La coopération décentralisée, née comme une action directe menée par les autorités locales, acquiert de plus en plus le profil d'une coopération « territoriale » qui, à partir du rôle politique et institutionnel des gouvernements locaux dans les processus de développement et les stratégies de coopération, implique les acteurs du territoire en tant que sujets actifs et protagonistes du développement et valorise les systèmes territoriaux comme laboratoires sociaux, économiques et participatifs riches en expériences et innovations. Il s'agit d'une coopération territoriale qui ne se limite pas à l'action des gouvernements locaux, mais s'ouvre également aux réalités sociales, économiques, académiques et associatives qui constituent le tissu vivant et dynamique des territoires.

Dans cette optique de complémentarité entre la dimension locale et globale, l'interdépendance entre acteurs et territoires exige la promotion de processus d'internationalisation territoriale, non seulement économiques, mais aussi politiques, culturels et sociaux.

La coopération territoriale peut représenter un instrument pour l'identification d'intérêts et actions communs, qui favorisent le dialogue et le développement de relations solides et durables entre les territoires intéressés.

Dans ce contexte, l'approche de l'Union Européenne s'avère très important, puisqu'il a su saisir cette phase de transformation et évolution, en reconnaissant et soutenant le rôle des autorités locales dans le cadre de la coopération et en misant sur le potentiel de la coopération décentralisée, à travers la création de lignes de financement spécifiques pour la coopération entre territoires.

Les perspectives futures de la coopération internationale dépendent donc de la manière comme seront affrontés les défis issus de la situation actuelle, parmi lesquels: Comment mieux organiser les potentialités des protagonistes de la coopération territoriale ? Comment articuler de manière efficace et innovante « l'impulsion » des territoires et le cadre multilatéral ? Comment assurer la participation et l'incidence des territoires dans la définition des principes directeurs, des priorités programmatiques et des modalités opérationnelles de la coopération.

L'implication accrue des territoires dans les processus qui concernent la coopération au développement peut constituer un des facteurs révélateurs permettant de vérifier l'application, au moins au niveau local, des principes sur l'efficacité de l'aide définis dans la Déclaration de Paris de 2005.

### **La coopération territoriale, la nouvelle modalité organisationnelle et la dynamique de complémentarité avec les niveaux régional, national et européen dans un cadre multilatéral**

La situation décrite précédemment implique une réflexion concernant les modalités organisationnelles, programmatiques et administratives que la coopération décentralisée doit adopter pour garantir que les résultats en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion soient à la hauteur des efforts entrepris, compte tenu de la conjoncture actuelle rendue encore plus difficile par la crise mondiale.

La coopération territoriale représente une grande richesse en termes de diversité et nombre d'acteurs, initiatives et expériences, mais elle comporte également de nombreux risques, tels que la fragmentation des actions et des acteurs, la présence de ressources économiques limitées, la discontinuité des interventions, la prédilection pour le « projet » et la perception du niveau local comme une dimension marginale par rapport aux politiques et stratégies régionales, nationales et internationales plus vastes.

Pour cette raison, il s'avère nécessaire d'envisager la création d'outils et modalités organisationnels qui puissent permettre d'établir un « système » et de maximiser les potentialités et ressources mobilisés par les gouvernements locaux et les acteurs des territoires dans le cadre de la coopération au développement, augmentant ainsi leur efficacité dans la lutte contre la pauvreté et l'accomplissement des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Au cours de ces dernières années, de nouveaux types d'organisation des sujets locaux ont vu le jour en Italie, par exemple les fonds des collectivités locales pour la coopération, expression d'un nouveau type d'association entre institutions locales, qui propose une nouvelle démarche organisationnelle des territoires. Cette expérience, qui est en train de produire actuellement d'importants résultats, a démontré sa capacité d'introduire des dynamiques novatrices et efficaces et de répondre de manière appropriée aux opportunités et défis de la coopération territoriale.

Ces nouveaux types d'organisation, qui naissent et s'inspirent de l'expérience des fonds des collectivités locales espagnoles, répondent à différentes exigences. D'une part, la nécessité de garantir la présence au niveau des territoires d'un tissu de référence organisationnel sur lequel les sujets institutionnels, parfois de petite dimension, peuvent s'appuyer. De l'autre, le besoin de mettre en place un cadre commun, dans lequel tous les acteurs du territoire peuvent mettre à profit des expériences et compétences fondamentales pour le domaine de la coopération.

Il s'agit donc d'une alternative concrète, qui répond à la nécessité de se doter d'instruments adéquats pour la promotion et le renforcement du rôle des collectivités locales dans les politiques de développement et la coopération internationale, et d'assurer l'implication des acteurs publics, privés et associatifs des territoires et leur rôle en tant que protagonistes.

La coopération décentralisée se trouve actuellement dans une phase d'expérimentation dynamique extrêmement intéressante, dirigée vers l'élaboration et mise en œuvre d'instruments méthodologiques, organisationnels et opérationnels en mesure de produire :

- un contexte organisationnel capable de mobiliser et de mettre en réseau les gouvernements locaux, les acteurs, ressources, expériences et innovations d'un système territorial, et qui soit en mesure de faciliter l'établissement de partenariats entre territoires à partir du niveau local ;
- un instrument de coordination du territoire qui puisse assurer un compromis constant et faciliter la cohérence, continuité et efficacité dans le cadre d'une programmation à long terme ;
- un instrument de *gouvernance* capable de définir des politiques de coopération territoriale, des stratégies et synergies efficaces, en mesure de multiplier les résultats et l'impact sur les processus de développement.

Les expériences en cours démontrent qu'un réseau territorial structuré, capable de produire programmation, cohérence et efficacité, facilite la synergie et complémentarité entre la coopération d'un territoire et les initiatives de coopération internationale des régions, ainsi qu'avec les politiques et les actions à caractère national.

La coopération territoriale devient un instrument encore plus efficace de contribution à la lutte contre la pauvreté et le développement humain durable lorsqu'il est capable d'articuler ses propres actions et stratégies avec celles des gouvernements régionaux et nationaux, des organismes internationaux et de l'Union Européenne dans un cadre multilatéral, définissant la dynamique de complémentarité et harmonisation selon les recommandations de la Déclaration de Paris et l'Agenda d'Accra.

L'articulation et la coordination de la coopération territoriale avec les initiatives promues par l'Union Européenne et les Nations Unies sont l'expression d'un nouveau multilatéralisme qui promeut, à partir du rôle des territoires, le dialogue entre les gouvernements locaux et nationaux, les acteurs locaux et internationaux, et qui garantit une efficacité et un impact plus importants de l'aide sur les processus de développement.

Si la création d'un réseau et d'un cadre organisationnel territorial permet de maximiser les potentialités des territoires, son articulation avec les stratégies plus vastes de soutien au développement humain menées par les Nations Unies – telles que l'Initiative Globale ART (Articulation des Réseaux Territoriaux et Thématiques de Coopération au Développement Humain) du PNUD – permet d'avoir une incidence plus efficace et coordonnée sur les processus de développement des pays partenaires.

Afin d'être plus efficaces en termes stratégiques, les réseaux territoriaux peuvent opérer de manière complémentaire avec le cadre multilatéral, qui met à disposition une référence méthodologique, programmatique et opérationnelle capable de relier l'action de la coopération décentralisée avec les politiques locales et nationales d'un pays. ART représente un cadre de référence qui permet d'harmoniser les actions d'appui aux stratégies nationales et locales de développement territorial, améliorant l'efficacité du soutien aux processus en cours.

Une architecture de ce genre, qui favorise la complémentarité entre les niveaux local, régional, national et international dans un cadre multilatéral, constitue une référence innovante, ouvre de nouvelles perspectives pour la coopération internationale dans le nouveau millénaire et répond pleinement à la priorité que représente l'efficacité de l'aide. En particulier, celle-ci répond de manière concrète et opérationnelle à la responsabilité qui représente le fait d'assumer le huitième objectif du millénaire : celle de contribuer, tous ensemble, à « *construire un partenariat global pour le développement* ».

## **Le forum**

Cet événement, qui se propose comme un espace propice pour approfondir et débattre sur ces thématiques, s'adresse aux acteurs clés et aux protagonistes italiens, européens et internationaux de la coopération. Comme un moment opportun d'analyse, confrontation et proposition sur les meilleures modalités organisationnelles des collectivités locales et des territoires, ainsi que sur leur articulation avec les régions, les gouvernements nationaux, l'Union européenne et les organismes

internationaux dans le cadre multilatéral, selon la direction définie par la Déclaration de Paris et l'Agenda d'Accra sur l'efficacité, la complémentarité et l'harmonisation de l'aide.

Le Forum souhaite également contribuer au vaste processus international de consultation sur l'efficacité de l'aide au niveau local, promu par le PNUD et plusieurs réseaux de coopération décentralisée (les trois moments principaux de ce processus ont eu lieu à Barcelone en octobre 2010, Dakar en février 2011 et Medellín en avril 2011). Les résultats de cette consultation prétendent avoir une incidence sur les travaux préparatifs et le document final du 4<sup>ème</sup> Forum de Haut Niveau sur l'Efficacité de l'Aide qui se tiendra à Busan, Corée du Sud, en novembre prochain.

Ce Forum se veut également un espace de réflexion sur cette logique de coopération et son utilisation comme instrument de dialogue entre peuples et territoires, qui s'avère non seulement utile mais nécessaire dans les scénarios politiques actuels, comme celui de la méditerranée par exemple.

Genève – Foligno, 10 Mai 2011